

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 796/ Juin 2024

TENDANCES CONJONCTURELLES

1^{ER} TRIMESTRE 2024

Au cours des trois premiers mois de l'année, l'inflation décélère en glissement trimestriel mais reste soutenue à 1,02 % contre 1,45 % au trimestre précédent. Comme au dernier trimestre 2023, elle demeure principalement portée par la hausse des prix de l'énergie (fioul de chauffage et carburant au dernier trimestre 2023, électricité au premier trimestre 2024). Le premier trimestre est également marqué par une nouvelle accélération des prix de l'alimentation et des boissons à 1,15 % en glissement trimestriel contre 1,00 % au trimestre précédent. L'évolution des prix des produits alimentaires est plus marquée que celle observée au Canada ou dans l'Hexagone au cours des derniers mois, bien que le prix du transport n'ait pas enregistré de hausse au cours du trimestre et que la dépréciation de l'euro face au dollar canadien soit trop minime pour avoir pesé sur l'inflation importée.

Dans ce contexte, la consommation des ménages, qui avait baissé au cours du dernier trimestre 2023, repart à la hausse. Les importations de biens alimentaires et durables progressent à la fois en valeur et en volume.

Hors éléments exceptionnels, les importations de biens d'investissement des entreprises augmentent légèrement au cours du premier trimestre alors que la diminution de l'encours bancaire des crédits d'investissement se poursuit.

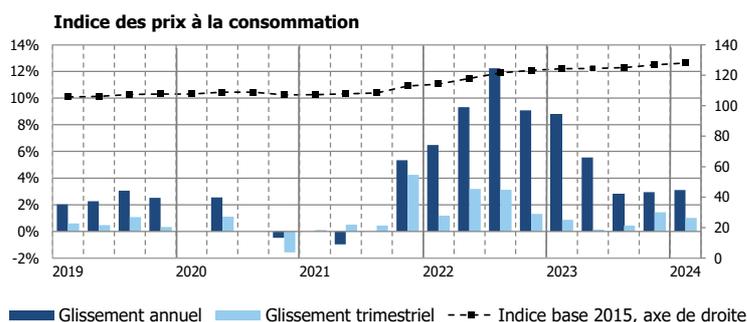
Enfin, le bilan sectoriel est similaire à celui du dernier trimestre 2023. Au cours des trois premiers mois de l'année, du fait d'une saison de pêche moins favorable, le secteur halieutique se replie fortement pour la deuxième fois consécutive en glissement annuel tandis que l'activité dans le secteur du BTP atteint un point bas. La fréquentation touristique en revanche reste favorablement orientée.

La consommation des ménages repart à la hausse en dépit d'une inflation toujours soutenue

Au 1^{er} trimestre 2024, l'inflation en glissement trimestriel (g.t.) s'élève à 1,02 % contre 1,45 % à fin décembre 2023. La hausse des prix en glissement trimestriel ralentit après deux trimestres consécutifs de hausse mais reste à un niveau élevé.

Cette variation s'explique principalement par l'évolution des prix de l'énergie (+3,2 % après +6,5 % au 4^e trimestre 2023). Dans le détail, les prix du fioul de chauffage et du carburant n'évoluent pas par rapport au trimestre précédent, tandis que le prix de l'électricité augmente de façon marquée (+9,1 %) en lien avec la réévaluation de la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité (TICFE) effective depuis le 1^{er} février 2024. La hausse des prix de l'alimentation et des boissons s'accélère au cours du trimestre (+1,2 % après +1,0 % au 4^e trimestre 2023) alors qu'ils diminuent dans l'Hexagone (-0,2 % en g.t.) et ralentissent au Canada (+0,5 % en g.t.).

La hausse des prix en glissement annuel (g.a.) atteint 3,1 % après une hausse de 2,9 % au 4^e trimestre 2023. La hausse des prix de l'alimentation accélère nettement (+4,9 % contre +2,5 % à la fin décembre 2023) et notamment celle sur les fruits (+11,7 % après -3,4 %) et les légumes (+11,7 % après -9,5 %). Sur un an, les prix de l'énergie sont également en hausse (+1,1 %), pour la première fois depuis un an, tirés par la forte augmentation des prix de l'électricité (+19,4 %) tandis que les prix du carburant (-0,1 %) et du fioul de chauffage (-10,5 %) sont en baisse. Au cours des trois premiers mois de l'année, l'inflation enregistrée dans l'archipel est supérieure à celle au niveau national (+2,3 % en g.a.).



Source : Préfecture

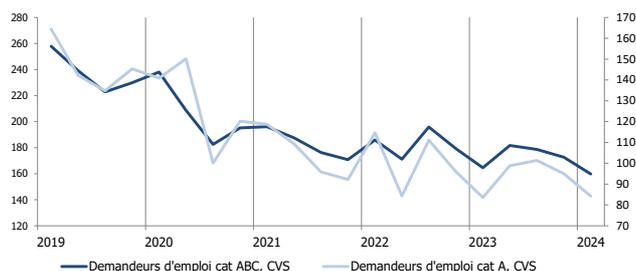
Corrigé des variations saisonnières, le nombre de demandeurs d'emploi poursuit sa baisse

Au 1^{er} trimestre 2024, le marché du travail à Saint-Pierre-et-Miquelon reste bien orienté.

Fin mars 2024, le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM) de catégorie ABC s'élève à 202 personnes, en légère baisse sur un an (-6 DEFM). Le nombre de DEFM de catégorie A augmente très légèrement sur la période (+1 DEFM) pour s'établir à 122 personnes. L'analyse avec correction des variations saisonnières (CVS, voir graphique) montre une diminution conjointe en glissement trimestriel du nombre de DEFM de catégorie ABC (-7,4 %) et de catégorie A (- 11,3 %).

Par ailleurs, 62 nouvelles offres d'emploi ont été enregistrées au cours des trois premiers mois de l'année par France Travail, contre 65 au cours de la même période en 2023. Il convient toutefois de préciser que tous les besoins de recrutement des entreprises ne sont pas recensés par France Travail, certaines entreprises réalisant leurs recrutements via leurs propres réseaux.

Indicateurs du marché du travail



Sources : France Travail, CVS IEDOM

La consommation des ménages en hausse

Au 1^{er} trimestre 2024, la consommation des ménages s'oriente à la hausse en glissement trimestriel. Les importations de biens de consommation (CVS) progressent de 7,2 % en valeur et de 1,4 % en volume, contre des baisses respectives de 6,9 % et 0,8 % au trimestre précédent.

Dans le détail, les importations de biens alimentaires (CVS) augmentent de façon plus importante en valeur (+1,6 %) qu'en volume (+0,7 %). Les importations de biens de consommation durables sont celles qui enregistrent la hausse la plus marquée en valeur (+11,8 %) accompagnée d'une nette augmentation en volume (+39,5 %). Enfin, les importations des autres biens de consommation non durables se replient en valeur (-1,8 %) mais augmentent en volume (+42,8 %).

Sur un an, les importations de biens de consommation augmentent de 0,9 % en valeur et de 3,1 % en volume. La consommation des ménages semble, dans l'ensemble, résister à la hausse de l'inflation en glissement annuel.

Par ailleurs, les immatriculations de véhicules de tourisme (CVS) corroborent ce constat général, avec une forte augmentation de 26,2 % en g.t et de 29,6 % en g.a.. L'encours des crédits à la consommation (CVS), enregistre également une hausse (+2,2 % en g.t. après +0,4 % au 4^e trimestre 2023), pour atteindre 27,0 millions d'euros. Sur un an, sa progression est de 6,7 %.

Importations de biens de consommation (en valeur et en volume)



Sources : Douanes, CVS IEDOM

Hors éléments exceptionnels, les importations de biens d'investissement des entreprises augmentent

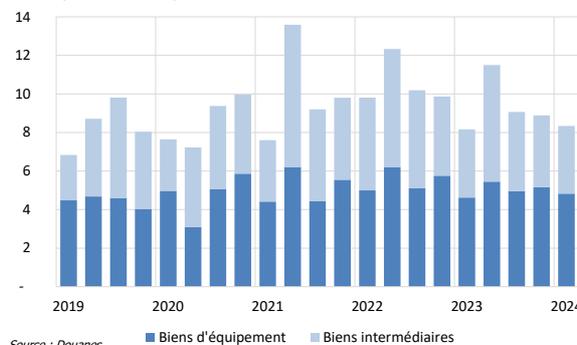
Les importations de biens d'investissement se replient de -6,2 % en valeur au cours du 1^{er} trimestre, mais corrigé des importations exceptionnelles de navires destinés à la pêche professionnelle au cours du dernier trimestre 2023, les importations affichent une hausse de +3,5 %.

Dans le détail, les importations de biens d'équipement se replient fortement en volume (-61,1 % en g.t.) et plus modérément en valeur (-6,6 % en g.t.), mais corrigées des importations exceptionnelles de navires, elles progressent de 11,5 % en valeur.

De leur côté, les importations de biens intermédiaires enregistrent une nouvelle diminution à la fois en volume (-36,0 % après -28,5 %) et en valeur (-5,7 % après -9,6 %). Le trimestre est enfin marqué par une diminution des importations d'ouvrage en fonte, fer ou acier à la fois en volume (-1,9 %) et en valeur (-18,1 %).

Enfin, l'encours bancaire de crédits d'investissement aux entreprises poursuit sa diminution (-2,1 % en g.t. après -0,8 % et -6,7 % aux trimestres précédents) pour atteindre 41,4 millions d'euros, soit un montant inférieur de 1,2 % à celui du 1^{er} trimestre 2023.

Importations de biens d'équipement et intermédiaires (millions d'euros)



Source : Douanes

Les importations augmentent fortement sur le trimestre

Au 1^{er} trimestre 2024, les importations totales à destination de l'archipel (CVS) sont en nette hausse en valeur (+15,4 % en g.t.), tirées notamment par la progression des importations de biens de consommation (CVS). Les importations de combustibles diminuent en valeur (-1,4 %) tandis qu'elles augmentent en volume (+8,2 %).

Les exportations sont en très forte hausse sur le trimestre, elles s'élevèrent à 1,4 M€, soit une hausse de +181,3 % en valeur. Il convient de préciser toutefois que ces chiffres n'intègrent pas les prises de pêche débarquées directement au Canada et qui ne sont pas déclarées aux services douaniers en France.

Sur un an, les importations augmentent de 8,0 % en valeur (CVS). Dans le détail, cette progression est portée par l'augmentation conjointe des importations de biens de consommation (CVS) et d'investissement (+0,9 % et +2,2 % respectivement). Les importations de combustibles, à l'inverse, diminuent au cours de l'année (-34,8 % en valeur), en lien avec la baisse des volumes importés sur un an (-30,2 %).

Échanges commerciaux (en millions d'euros)



Source : Douanes

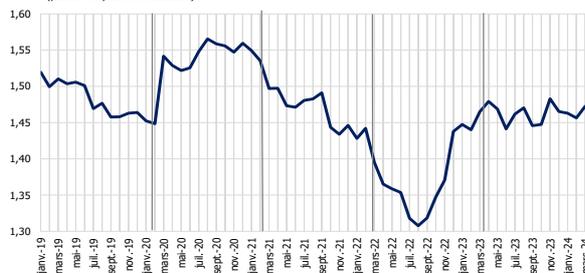
Très légère dépréciation du cours de l'EUR/CAD au 1^{er} trimestre

Le taux de change de l'EUR/CAD connaît des variations modérées tout au long du 1^{er} trimestre 2024.

Après s'être stabilisée au cours du mois de janvier, la monnaie unique s'est dépréciée par rapport au dollar canadien au cours du mois de février. L'euro s'est ensuite apprécié vis-à-vis du dollar canadien en mars.

Sur l'ensemble du 1^{er} trimestre 2024, l'euro se négocie en moyenne à 1,4640, soit une très légère dépréciation en glissement trimestriel vis-à-vis du dollar canadien (-0,08 %). Au cours de la période, le taux de change moyen reste toutefois supérieur de 6,5 % au cours moyen enregistré sur l'ensemble de l'année 2023.

Taux de change EUR/CAD (parité moyenne mensuelle)



Source : Banque de France

Un bilan sectoriel mitigé

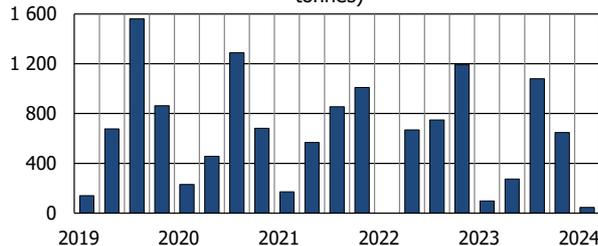
Le secteur halieutique se replie fortement pour la deuxième fois consécutive

Le secteur de la pêche peine à redémarrer en ce début d'année 2024. Les prises de pêche reculent de 53,2 % en g.a. (après -45,6 % en g.a. à la fin décembre 2023), pour un total qui s'élève à presque 46 tonnes. Cette évolution en glissement annuel s'explique par une saison de pêche moins favorable.

Le niveau enregistré des captures au cours des trois premiers mois de l'année n'a jamais été aussi bas. La pêche de morue, à cette même période de l'année, est en effet très éloignée des tendances passées. Il s'agit d'une conséquence de la diminution des quotas de morue attribués pour Saint-Pierre-et-Miquelon dans la zone du 3PS, qui sont passés de 2 104 tonnes en 2015 à 203 aujourd'hui. Les stocks de morue sont de fait très bas dans cette zone.

À la fin mars 2024, le secteur halieutique comptabilise environ 2 050 tonnes de prises en cumul sur douze mois en 2023 contre environ 2 710 tonnes à la fin mars 2023, soit une baisse de 24,3 %.

Prises de pêche industrielle et artisanale (en tonnes)



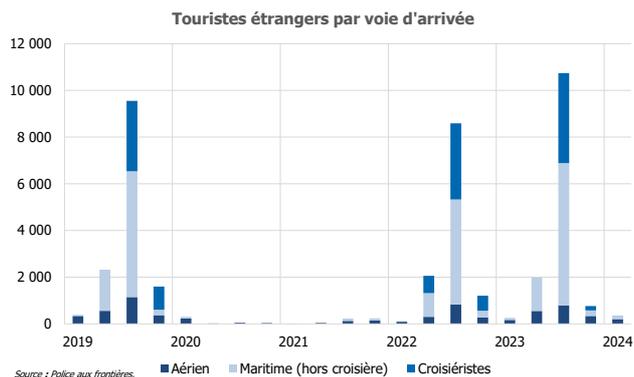
Sources DTAM / Pôle Maritime

La fréquentation touristique, confirme sa bonne dynamique

Au 1^{er} trimestre 2024, la fréquentation touristique étrangère est en hausse de 39,6 % en g.a.. Elle s'élève à 363 individus contre 260 à la même période en 2023. Cette évolution s'explique par la nette augmentation (+42,7 % en g.a.) de la venue de Canadiens sur le territoire. La saison n'ayant pas encore débuté, l'archipel n'a pas accueilli de croisiéristes au cours des trois premiers mois de l'année.

Le nombre de touristes arrivés par voie maritime (hors croisière) progresse fortement de 80,5 % sur un an pour s'établir à 157 passagers, contre 87 au 1^{er} trimestre 2023. L'arrivée de touristes étrangers par voie aérienne connaît également une évolution favorable avec 206 passagers enregistrés au cours du 1^{er} trimestre 2024 contre 173 à la même période de l'année dernière.

Le nombre de visiteurs au premier trimestre 2024 demeure supérieur de 24,4 % à la fréquentation touristique étrangère moyenne de 2015 à 2020 à cette même période de l'année et de 56,8 % si l'on considère l'ensemble des premiers trimestres sur la décennie 2010-2020.

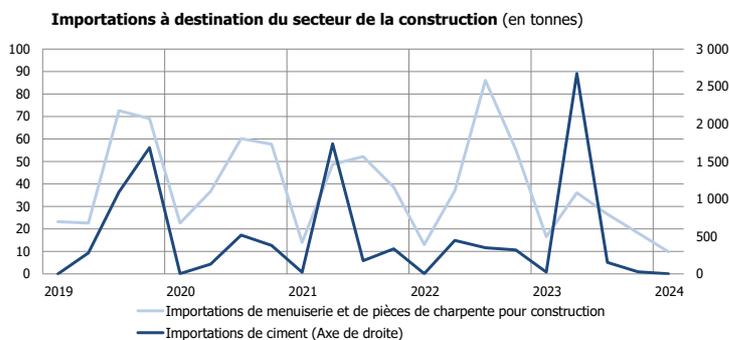


Le secteur du BTP atteint un point bas pour un premier trimestre

Le secteur du BTP enregistre son troisième recul consécutif de l'activité sur un an.

Les importations de ciment s'élèvent à 1,5 tonne contre 8,6 tonnes en moyenne entre 2016 et 2023 pour cette période de l'année.

Le volume d'importations de menuiserie et de pièces de charpente est, quant à lui, d'environ 10 tonnes. Il s'agit d'un niveau encore jamais enregistré pour un 1^{er} trimestre. À cette période de l'année, 20,3 tonnes ont été importées en moyenne entre 2016 et 2023.



La conjoncture régionale et internationale

LE PRODUIT INTERIEUR BRUT CANADIEN COMMENCE 2024 EN HAUSSE

La croissance économique canadienne est positive au premier trimestre 2024 (+0,4 % en g.t.) après avoir été stable au dernier trimestre 2023. La hausse de la consommation des ménages en services (+1,1 % en g.t. après +0,9 %) au cours des trois derniers mois de l'année 2023) a été le principal facteur à l'origine de cette évolution. En parallèle, la consommation des ménages en biens a légèrement augmenté (+0,3 % après +0,7 %). Au total, la consommation des ménages (+0,7 % après +0,8 %) contribue à hauteur de 0,4 point de pourcentage à la croissance du PIB canadien en glissement trimestriel. L'évolution de l'investissement des entreprises (+0,8 % après -1,8 %) a également été significative. Dans le détail, celle-ci est portée par les achats des entreprises en machines et matériel (+1,6 % après -2,9 %). Enfin, la balance des échanges extérieurs de biens et services a eu peu d'impact sur la croissance économique canadienne. La hausse des exportations de biens et de services (+0,5 % après +0,8) étant en grande partie compensée par celle des importations de biens et de services (+0,4 % après +0,2 %).

L'indice des prix à la consommation au Canada a augmenté de 2,9 % en g.a. en mars 2024 après +3,4 % en g.a. en décembre 2023. Le ralentissement de l'inflation en rythme annuel est attribuable à l'évolution des prix des biens (+1,1 % en g.a. après +2,4 % en g.a. à la fin d'année 2023) et notamment des prix des biens alimentaires (+3,0 % en g.a. après +5,0 % en g.a.). En revanche, les prix de l'essence augmentent de façon plus soutenue (+4,5 % après +1,4 %) en lien avec la hausse des prix mondiaux du pétrole brut sur la période considérée. Celle-ci s'explique par les préoccupations d'approvisionnement dans un contexte de conflit géopolitique et les réductions volontaires continues de la production. En parallèle, le rythme de hausse des prix des services continue d'accélérer sur un an (+4,5 % après +4,3 %) porté notamment par l'augmentation des prix du logement (+6,5 % après +6,0 %). La Banque du Canada estime que l'inflation se situera autour de 3 % jusqu'au deuxième trimestre de 2024. L'inflation devrait ensuite descendre sous la barre des 2,5 % dans la seconde moitié de l'année pour revenir à sa cible de 2 % vers la fin de 2025. Compte tenu des progrès en matière d'inflation, la Banque du Canada devrait pouvoir abaisser son taux directeur au cours de l'année, actuellement à 5 % depuis juillet 2023.

Le taux de chômage canadien a continué d'augmenter (+0,3 point de pourcentage) pour atteindre 6,1 % en mars 2024, soit son niveau le plus haut depuis janvier 2022. **La croissance de l'emploi** est de 25 000 créations en moyenne par mois au cours des trois derniers mois de l'année 2024, confirmant ainsi sa tendance du second semestre 2023.

Source : Statistique Canada

L'ACTIVITE ECONOMIQUE MONDIALE RESISTE MALGRE DE NOMBREUSES INCERTITUDES

En 2023, la croissance économique mondiale s'est élevée à 3,2 % selon les estimations publiées par le FMI en avril 2024. L'économie mondiale a fait preuve de résilience malgré les perturbations de certaines chaînes d'approvisionnement, la persistance d'une inflation soutenue et le resserrement généralisé de la politique monétaire. L'inflation mondiale s'est ainsi élevée à 6,8 % en 2023 après un pic à 8,7 % en 2022. Pour les années 2024 et 2025, la hausse du PIB mondial devrait être identique à 2023 (+3,2 %) alors que l'inflation devrait continuer de ralentir (+5,9 % en 2024 et +4,5 % en 2025) selon le FMI. Plusieurs incertitudes pourraient toutefois entraîner une révision à la baisse de la prévision de PIB, notamment le risque d'une nouvelle flambée des prix des matières premières avec l'accroissement des tensions géopolitiques alors que l'inflation des services reste encore élevée.

Aux États-Unis, le PIB a progressé de 0,4 % au premier trimestre 2024, en glissement trimestriel, après une hausse de 0,8 % au quatrième trimestre 2023. Cette évolution reflète principalement un ralentissement de la demande intérieure (+0,7 % après +0,9 %) et une augmentation des importations (+1,8 %). Sur l'année 2024, le FMI anticipe une hausse du PIB de 2,7 %.

Dans la zone euro, l'activité économique a progressé de 0,3 % au premier trimestre 2024 après un recul de 0,1 % au trimestre précédent. Le taux d'inflation de la zone a continué de ralentir pour s'établir à 2,4 % à fin mars 2024. Un an auparavant, il atteignait 8,3 % dans la zone euro. Le taux de chômage reste pour sa part stable, à 6,5 %, soit un niveau sensiblement identique à celui enregistré un an auparavant (6,6 %). Selon les prévisions du FMI, le PIB pourrait croître de 0,8 % sur l'ensemble de l'année 2024.

D'après l'Insee, le PIB de la France a crû de 0,2 % après une hausse de 0,1 % au quatrième trimestre 2023. Cette évolution s'explique principalement par le rebond de l'investissement (+0,3 % après -0,9 %) et de la consommation des ménages (+0,4 % après +0,2 %). La contribution du commerce extérieur est en revanche nulle sur le trimestre. Selon les prévisions de la Banque de France, le PIB de la France augmenterait de 0,8 % en 2024.

Au Japon, le PIB s'est contracté de 0,5 % au premier trimestre 2024 après une croissance nulle au trimestre précédent. Cette évolution s'explique par une diminution de la consommation des ménages (-0,7 %), de l'investissement (-0,3 %) et des exportations de biens et services (-5,0 %). Le FMI table sur une progression du PIB de 0,9 % sur l'ensemble de l'année 2024.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB croître de 4,2 % en 2024. L'activité serait particulièrement dynamique en Inde (+6,8 %) et en Chine (+4,6 %) et dans une moindre mesure en Russie (+3,2 %) et au Brésil (+2,2 %).

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 23 mai 2024.